

CROATIE : LES INVESTISSEMENTS

Dans cette page : [Les IDE en chiffres](#) | [Pourquoi choisir d'investir en Croatie](#) | [Les procédures relatives à l'investissement étranger](#) | [Les opportunités d'investissement](#)

Les IDE en chiffres

Après avoir connu une période de croissance entre 2005 et 2008, les flux d'investissements directs étrangers vers la Croatie se sont effondrés sous l'effet de la crise économique mondiale (le secteur du tourisme a été particulièrement touché). Depuis, les flux d'IDE peinent à retrouver leur niveau d'avant la crise. Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2022 de la CNUCED, les entrées totales d'IDE ont atteint 569 millions de USD en 2021, soit plus de trois fois le niveau enregistré un an plus tôt. La même année, le stock total d'IDE s'élevait à 38,9 milliards de USD, soit environ 57,3 % du PIB du pays. Les secteurs qui reçoivent le plus d'IDE sont les services financiers (26 %), l'industrie manufacturière (17 %), l'immobilier (16 %), le commerce de gros et de détail (14 %) et les TIC (7 %). Les principaux pays investisseurs sont les Pays-Bas (16 %), l'Autriche (13 %), le Luxembourg (11 %), l'Allemagne et l'Italie (10 % chacun - source : ministère de l'économie). Selon les chiffres préliminaires de la Banque nationale, l'afflux net d'investissements directs étrangers en Croatie s'est élevé à 2,875 milliards d'euros au cours des trois premiers trimestres de 2022, contre 2,002 milliards d'euros au cours de la même période de l'année précédente, grâce à une augmentation du passif principalement liée aux bénéfices non distribués résultant de l'amélioration des résultats commerciaux des banques et des entreprises à capitaux étrangers, ainsi qu'à de nouvelles prises de participation (plus de 90 % du secteur bancaire est détenu par des étrangers).

La Croatie a souffert d'une mauvaise image liée à la corruption, à des impôts élevés et à un système judiciaire inefficace, bien que des réformes aient été tentées ces dernières années. Néanmoins, le pays dispose d'une infrastructure de haute qualité et d'un potentiel touristique élevé, d'une main-d'œuvre bien formée et d'une position stratégique. La Croatie n'a pas de mécanisme de contrôle des investissements étrangers et ne fait pas de discrimination entre les investisseurs nationaux et étrangers, sauf dans certains secteurs où la propriété étrangère est restreinte (par exemple, le transport fluvial, le transport maritime, le transport ferroviaire, la manutention air-sol, l'expédition de fret, l'édition, l'enseignement du ski et les soins de santé primaires obligatoires). La loi sur la promotion des investissements (IPA), récemment modifiée, offre des incitations aux projets d'investissement dans les activités de fabrication et de transformation, les activités de développement et d'innovation, les activités de soutien aux entreprises et les services à haute valeur ajoutée, sous la forme de remboursements d'impôts ou de subventions en espèces. Le 1er janvier 2023, la Croatie a adopté l'euro et est devenue le 20e membre de la zone euro. Le pays se classe 46e sur 132 dans le dernier indice de compétitivité mondiale, 57e sur 180 dans l'indice de perception de la corruption et 49e sur 82 dans le classement de l'environnement des affaires de l'Economist.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	146	4.427	3.675
Stocks d'IDE (millions USD)	38.496	39.200	38.314
Nombre d'investissements greenfield*	40	29	34
Value of Greenfield Investments (million USD)	669	1.037	2.002

Source : CNUCED - Dernières données disponibles.

Note : * Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

Pourquoi choisir d'investir en Croatie

Les points forts

La Croatie possède un certain nombre d'atouts pour attirer les investisseurs étrangers. En voici les principaux :

- Son adhésion à l'Union Européenne
- Un excédent budgétaire en évolution favorable depuis 2013
- Une faible inflation (0,3% en 2020, FMI)
- Une situation géographique avantageuse le long de la mer Adriatique permettant au pays de posséder un secteur du tourisme très vigoureux
- Une main-d'œuvre polyglotte et bien formée
- Des infrastructures de bonne qualité : la Croatie continue à beaucoup investir dans les transports, les télécommunications et les infrastructures pour l'énergie.
- Une restructuration de la fiscalité du pays entreprise en 2015 et qui a déjà commencé à porter ses fruits.
- Un environnement fiable pour les investissements et les affaires en étant membre de l'OTAN et de l'Union européenne

Les points faibles	<p>La Croatie doit encore faire face à un certain nombre de défis pour gagner en compétitivité et attirer davantage d'IDE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une vulnérabilité de l'économie nationale vis-à-vis de la conjoncture de l'Union Européenne. ▪ Le système administratif et judiciaire est lent et encore largement perfectible. ▪ Un niveau d'endettement public élevé malgré les réformes fiscales opérées dans un passé récent. ▪ Des faiblesses structurelles dont un déséquilibre des paiements courants, un endettement extérieur privé important et un déficit commercial. ▪ Forte dépendance à l'égard de l'industrie du tourisme. ▪ La population diminue en raison de l'émigration de personnes qualifiées.
Les mesures mises en place par le gouvernement	<p>La Croatie est ouverte à l'investissement étranger. Le gouvernement s'est donné pour but d'augmenter les investissements étrangers et a pris des mesures pour améliorer le climat d'investissement dans le pays, comme par exemple des incitations à l'emploi ou des réductions d'impôt, selon le type d'activité (production, centres de technologie, services d'assistance). Parmi les principales mesures mises en place par le gouvernement, on peut notamment citer :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une égalité de traitement entre nationaux et étrangers ▪ Des frais de fonctionnement d'entreprise peu élevés ▪ Des lois protégeant la propriété intellectuelle (comme la loi sur les brevets modifiée en janvier 2020) <p>Toutes ces mesures sont mises en place pour créer un cadre attractif pour les investisseurs et faire de la Croatie un véritable réceptacle d'investissements étrangers.</p> <p>En effet, de 2020 à 2024, le ministère de la justice et le ministère de l'économie et de la construction travailleront ensemble pour le projet "Justice pour les affaires". Ce projet, pour lequel la Banque mondiale a approuvé un prêt de 110 millions USD à la Croatie, vise à soutenir les réformes qui amélioreront les services du secteur de la justice pour améliorer le climat des affaires.</p> <p>Par ailleurs, la loi sur la promotion des investissements (IPA), modifiée en 2020, offre des incitations (remboursements d'impôts ou subventions en espèces) aux projets d'investissement dans les activités de fabrication et de transformation, les activités de développement et d'innovation, les activités de soutien aux entreprises et les services à haute valeur ajoutée.</p>

Les procédures relatives à l'investissement étranger

La réglementation concernant les prises de participation	Un investisseur étranger peut posséder 100% des parts d'une entreprise croate, sauf restrictions particulières spécifiées par le gouvernement.
Les obligations de déclaration	Uniquement pour l'acquisition d'une SARL.
L'organisme auprès duquel déclarer l'investissement	L'Agence de supervision des services financiers croates

Les opportunités d'investissement

Les agences d'aide à l'investissement	Investir en Croatie
Les appels d'offres, les projets et les marchés publics	Tenders Info, Appels d'offres en Croatie Globaltenders, Appels d'offres et projets dans le monde DgMarket, Appels d'offres dans le monde
Les autres ressources utiles	Le Conseil pour les investissements étrangers en Croatie Le guichet en ligne pour enregistrer son entreprise en Croatie

Contactez l'équipe [BNPP Trade Development](#) pour trouver un expert prêt à vous accompagner en Croatie.

